



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-40932>

Département(s) de publication : **91, 77**

Annonce n° **26-40932**

Travaux

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART

Type de Numéro national d'identification : SIRET

N° National d'identification : 20005922800011

Ville : Evry-courcouronnes cedex

Code postal : 91054

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 91, 77

Section 2 - Communication

Lien vers le profil d'acheteur : https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_qA19QfNqoG

Identifiant interne de la consultation : 2026M009

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Direction de l'Achat et de la Commande Publique

Adresse mail du contact : commande.publique@grandparissud.fr

Numéro de téléphone du contact : +33 169915858

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** Se reporter au RC
- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve :** Se reporter au RC
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve :** Se reporter au RC

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : 28/05/2026 à 12:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Non

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : REQUALIFICATION DES ESPACES PUBLICS ET DES VOIRIES DU QUARTIER CENTRE-VILLE, PLACE DU 14 JUILLET 1789, RUE DE LA LIBERTE ET AVENUE PHILIPPE BUR ENTRE LA RUE DU MARCHAIS BASSON ET LA RUE BAJOT A MOISSY-CRAMAYEL

Code CPV principal - Descripteur principal : 45233220

Type de marché : Travaux

Description succincte du marché : REQUALIFICATION DES ESPACES PUBLICS ET DES VOIRIES DU QUARTIER CENTRE-VILLE, PLACE DU 14 JUILLET 1789, RUE DE LA LIBERTE ET AVENUE PHILIPPE BUR ENTRE LA RUE DU MARCHAIS BASSON ET LA RUE BAJOT A MOISSY-CRAMAYEL

Lieu principal d'exécution du marché : MOISSY-CRAMAYEL

Durée du marché (en mois) : 26

La consultation comporte des tranches : Oui

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Oui

Section 5 - Lots

- **Description du lot :** Lot 1 : Voirie et réseaux divers

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 45233220

Estimation de la valeur hors taxes du lot : 0.00 euros

Lieu d'exécution du lot : MOISSY-CRAMAYEL

- **Description du lot :** Lot 2 : Éclairage public

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 45316110

Estimation de la valeur hors taxes du lot : 0.00 euros

Lieu d'exécution du lot : MOISSY-CRAMAYEL

- **Description du lot :** Lot 3 : Espaces verts et mobiliers

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 45112710

Estimation de la valeur hors taxes du lot : 0.00 euros

Lieu d'exécution du lot : MOISSY-CRAMAYEL

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : Le délai global d'exécution est fixé à 26 mois (dont 2 mois de période de préparation). Phasage opérationnel : Période de préparation : 2 mois/Phase 1 : Avenue Philippe Bur = 10 mois Juillet 2026 à Fin mars 2027 : lors de cette phase : L'eau de l'Agglo met en place le nouveau réseau d'eau potable, hors tranché à la charge du lot 1. -Phase 2 : Place du 14 juillet 1789 et rue de la Liberté = 14 mois/Rue de la Liberté : 2 mois/Place du 14 juillet 1789 : 12 mois intégrant en cas d'affermissement la tranche optionnelle : Fourniture et pose de toilette y compris fondations et réseaux divers-Mars 2027 à Fin juillet 2028. Seul le lot 1 comporte une tranche optionnelle telle que décrite au RC. -Clause d'insertion par l'activité économique : Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur souhaite mobiliser les entreprises dans une démarche d'insertion, dans le cadre de l'exécution du présent marché. En application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, l'entreprise candidate doit proposer une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, selon les modalités décrites à l'article 6 du CCAP (notamment le volume d'heures à réaliser en insertion). Le marché prévoit la possibilité de conclure des marchés sans publicité ni mise

en concurrence pour la réalisation de prestations similaires (article R.2122-7 du code de la commande publique). Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas admises. Recours : La présente procédure peut faire l'objet d'un référé précontractuel (art L551-1 du CJA) jusqu'à la signature du contrat. Les candidats évincés peuvent également, une fois le contrat signé, saisir le TA d'un référé contractuel (art L551-13 et suivants et R551-7 et suivants du CJA) : -jusqu'au 31ème jour suivant la publication de l'avis d'attribution, -dans un délai de 6 mois à compter du lendemain de la conclusion du contrat (en cas d'absence de publication d'un avis d'attribution). Dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution, les concurrents évincés de la conclusion d'un contrat administratif, ainsi que les tiers, sont recevables à former un recours devant le TA en pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses, qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires (Recours « Tarn et Garonne » Conseil d'Etat, Assemblée, 4 avril 2014, n°358994 Tarn et Garonne). Une requête contestant la validité du contrat peut être accompagnée d'une demande tendant à la suspension de son exécution (art L521-1 du CJA). La suspension desdites décisions peut également être demandée devant le juge des référés du même TA (art L521-1 du CJA). La requête en référé devra, pour être recevable, être assortie d'un recours au fond. La saisine du tribunal peut s'effectuer par voie dématérialisée par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr - Tribunal administratif de Versailles 56 avenue de Saint-Cloud 78011 Versailles -Tél. : 01 39 20 54 00 - Greffe.ta-versailles@juradm.fr - <http://Versailles.tribunal-administratif.fr/Demarches-procedures>

Date d'envoi du présent avis à la publication : 22/04/2026